

# La vie a plus de valeur que l'argent

## Partage international n° 230 - Octobre 2007

par David Kortzen

Si nous voulons ralentir - et finalement inverser - la désintégration de l'environnement dont nous sommes témoins, nous devons absolument restreindre le pouvoir abusif des sociétés et entreprises commerciales qui y contribuent tant.

Cela réduira les dommages causés à l'environnement, mais ne sera pas suffisant. Nous devons restaurer des relations saines entre nous et avec la Terre, afin de rétablir l'équilibre social et environnemental. Les sociétés et entreprises commerciales ne sont que les expressions d'une pathologie sociale plus profonde, explicitée par l'histoire de notre prospérité industrielle, que je nommerai : les conditions de la prospérité des empires industriels.

Ses credo essentiels sont les suivants :

- La croissance économique comble nos vies par l'abondance matérielle, sort les pauvres de la misère, et crée les ressources nécessaires pour protéger notre environnement.

- L'argent est l'étalon de la richesse, et détermine à bon droit tous nos choix et toutes nos relations.

- La prospérité est produite en libérant les riches investisseurs des impôts, taxes et règlements qui entravent leur motivation et capacité à investir pour créer les nouveaux emplois qui nous enrichiront tous.

- Les ressources des marchés non régulés vont aux investissements les plus productifs et de plus grande valeur.

- Les riches méritent leur fortune, car nous nous enrichissons tous grâce à leurs investissements, dont les bénéfices parviennent aux plus défavorisés, même si c'est en quantités infimes.

- La misère est causée par les programmes d'aide sociale qui enlèvent aux pauvres le désir de devenir des membres productifs de la société en travaillant dur dans les emplois offerts par le marché du travail.

Cette conception de la prospérité au service de l'argent est rabâchée sans fin par les médias privés, et enseignée comme une vérité de droit divin dans tous nos établissements d'enseignement supérieur et universités, dans les cours d'économie, de gestion et de politique publique. C'est à elle que l'empire industriel doit sa prospérité.

Cependant, peu de gens remarquent les implications de cette légitimation du pouvoir et des privilèges des entreprises commerciales, ainsi que d'un système économique conçu pour optimiser les bénéfices - à savoir, que les riches s'enrichissent.

De plus, cette conception exalte un individualisme exacerbé qui, dans d'autres circonstances, serait considéré comme anti-social ; elle considère la vie comme une simple marchandise ; elle détourne notre attention d'une vérité fondamentale : détruire la vie pour gagner de l'argent est un acte de folie collective. Cela ne revient pas seulement à détruire notre véritable richesse ; cela menace notre survie en tant qu'espèce.

### Les conditions de la prospérité de la communauté terrestre

Dans cette optique, être au service de la vie, et non de l'argent, est le seul véritable critère de la richesse.

- La santé des enfants, des familles, des communautés et des systèmes écologiques est l'aune de la véritable richesse.

- L'aide et le soutien mutuel constituent la principale monnaie d'échange des familles et des communautés saines. La communauté est la clé de voûte de la sécurité économique.

- La vraie richesse se crée en investissant dans le capital humain des gens productifs, dans le capital social des relations d'entraide, et dans le capital naturel des écosystèmes sains.

- La fin de la misère et la guérison de l'environnement seront obtenues par le transfert des ressources matérielles des riches aux pauvres, et des activités destructrices aux activités favorisant la vie.

- Les marchés ont un rôle vital à jouer, mais les gouvernements démocratiques doivent garantir les intérêts de la communauté en faisant en sorte que

chacun respecte les règles de base qui internalisent les coûts, maintiennent l'équité et favorisent les entreprises locales à échelle humaine qui servent les besoins de la communauté et respectent ses valeurs.

- Les économies doivent servir le peuple et être responsables devant lui, et non l'inverse.

Ce que j'appelle la « prospérité de la communauté terrestre » implique la création d'économies au service de la vie et de communautés qui respectent l'irréductible interdépendance des gens et de la nature. Ces conditions, bien que rarement évoquées, se fondent sur les notions pourtant familières de générosité et de justice, et s'opposent à tous les credo des empires industriels qui imposent actuellement les politiques et pratiques économiques.

### **Gagner de l'argent coûte très cher**

Il m'a fallu travailler de nombreuses années à l'étranger dans des structures d'aide humanitaire pour m'éveiller à la fausseté des credo des empires industriels - à savoir que la croissance économique par l'augmentation maximale des profits est la condition pour mettre fin à la misère et restaurer l'environnement. J'ai eu cette révélation lors d'une conférence en Asie au cours de laquelle des ONG présentaient les conséquences sociales et environnementales de grands projets humanitaires de développement destinés à engendrer la croissance économique. Dans tous les cas, ces projets avaient déplacé les pauvres et bénéficié aux riches.

J'ai fini par me rendre compte que les indicateurs économiques conventionnels mesuraient rarement la croissance de la prospérité de tous. Ils ne font que mesurer la vitesse avec laquelle les riches s'approprient les ressources vivantes de la planète pour les convertir en produits destinés à la décharge publique après une brève existence, ce qui génère des bénéfices pour ceux qui ont déjà bien plus d'argent qu'il ne leur en faut, tout en éloignant les gens modestes des ressources dont ils ont besoin. En clair, le principal objectif du système financier mondial et des entreprises qui le soutiennent est d'agrandir l'écart entre les riches et les pauvres. Cela fonctionne bien à court terme pour une petite minorité de privilégiés, mais c'est désastreux pour la société en général.

L'état actuel du monde en est un exemple. La valeur marchande de la production mondiale a triplé depuis 1970. Selon la pensée économique traditionnelle, cela veut dire que nous autres humains avons triplé notre richesse et notre bien-être.

Cependant, les indicateurs du capital vivant - c'est-à-dire la somme du capital humain, social et naturel - disent tout autre chose. L'Indicateur de la planète vivante, qui mesure l'état des océans, de l'eau potable et des écosystèmes du globe, montre une régression de 30 % depuis 1970, et 15 écosystèmes sur les 24 qui ont été analysés sont soit dégradés, soit exploités de façon non viable, qu'il s'agisse de l'eau potable, des contingents de pêche, de la purification de l'air et de l'eau, de la régulation du climat régional et local, des risques naturels, et des insectes et animaux nuisibles.

Aussi bien les indicateurs du capital humain - les capacités et connaissances, l'équilibre psychologique, l'esprit critique et la responsabilité morale caractéristiques d'une personne en pleine possession de ses moyens - que les indicateurs du capital social - la confiance et l'entraide mutuelles qui sont les fondements des familles, des communautés et des sociétés saines - mettent en relief ces tendances défavorables.

Alors même que le capital vivant diminue, la population qui en dépend ne cesse de croître. Pendant ce temps, la concentration toujours grandissante de l'argent signifie que quelques personnes accaparent une part de plus en plus grande de ce capital vivant en diminution. Selon une étude récente des Nations unies, 2 % des adultes les plus riches possèdent 51 % de la totalité des richesses mondiales, tandis que 50 % des plus pauvres n'en possèdent que 1 %. Cette concentration des richesses mondiales reflète celle du pouvoir dans le monde. Ce fossé ne cesse de se creuser de plus en plus vite. Cette répartition inégale du pouvoir permet à la minorité privilégiée de changer les règles en vue d'accélérer l'appropriation des quelques îlots de réelle richesse qui demeurent, ce qui accroît les fardeaux et le désespoir des exclus. Nous nous dirigeons vers une compétition sans merci pour s'approprier le dernier arbre de la Terre, sa dernière goutte d'eau potable, la dernière bouffée d'air respirable.

### **La vie doit être une priorité**

Si l'homme veut avoir un avenir, nous devons absolument entretenir des relations équilibrées entre nous et avec la Terre, ce qui implique de renverser les priorités et modèles économiques existants, et de fonder notre économie sur les valeurs de la « communauté terrestre ». Pour cela, nous devons :

1. Prendre la vie comme valeur de référence, et non plus l'argent ; passer de l'augmentation du capital financier à celle du capital vivant, et

des investissements à court terme à des investissements à long terme.

2. Servir les intérêts, non plus d'une petite minorité, mais de tous, individus et communautés.
3. Reprendre leurs ressources aux institutions qui favorisent la concentration des pouvoirs et les utiliser pour satisfaire les besoins des gens, des communautés, de la nature.

Nous pouvons utiliser un potentiel énorme pour améliorer la vie de tous, assurer les soins médicaux pour tous, et régénérer l'environnement. Nous devons pour cela réduire les dépenses des armées et les redistribuer, passer de l'automobile aux transports en commun, créer de petites communautés plutôt que des banlieues tentaculaires, passer de la publicité à l'éducation, de la spéculation boursière à des investissements productifs dans des entreprises locales, et de la production de produits de luxe extravagants destinés aux très riches à celle de produits de première nécessité pour tous.

Les tenants des empires industriels rejettent cette réorganisation des priorités en alléguant qu'elle entraînerait un désastre économique et des difficultés insupportables. Ils ignorent le simple fait que ces conséquences sont déjà le lot d'à peu près la moitié de nos frères humains. Cette réorganisation peut éviter la généralisation de ces difficultés et commencer à alléger les souffrances existantes. La redistribution économique et la démocratisation ne sont plus seulement des questions morales. Elles sont nécessaires à la survie des hommes.

Pour promouvoir un nouveau modèle économique au service de nos enfants, familles, communautés, et de notre environnement naturel, il faut d'abord faire prendre conscience aux gens que la communauté terrestre tout entière peut être prospère, et faire naître l'espoir d'un avenir positif. Une conception de la prospérité si contraire à celle qui prévaut actuellement sera probablement accueillie avec scepticisme, mais elle a l'avantage d'exprimer la vérité que la plupart d'entre nous reconnaissent dans leur cœur : si nos enfants, familles, communautés et écosystèmes sont sains, alors nous sommes prospères - indépendamment des hauts et bas des indicateurs financiers tels que le PIB ou le Dow Jones.

### **Comment préserver et partager**

Du moins dans un premier temps, nous devons admettre que le marché est une institution indispensable pour allouer des ressources selon les choix individuels. Mais il n'est bénéfique que si des

règles garantissent l'équité dans la compétition et obligent les acteurs à internaliser les coûts sociaux et environnementaux de leurs options. De plus, le marché n'est pas quelque chose de sacré. Sans la surveillance responsable des gouvernements, il peut conduire à des pathologies sociales hautement destructives.

Par nature, le marché crée des gagnants et des perdants. Pire, les gagnants sont souvent les plus habiles à faire supporter par d'autres les coûts sociaux et environnementaux. Les gagnants augmentent leur part de ressources, ce qui accroît leur pouvoir économique et politique, et donc leur capacité de façonner les règles du marché afin de faciliter leurs spéculations futures. Ce qui à son tour favorise la confiscation injuste et le gaspillage des ressources par la classe privilégiée. Dans un monde aux contraintes environnementales croissantes, apprendre à conserver et à partager les ressources est une absolue nécessité pour l'ordre et le bien-être social.

Même doté d'une réglementation adéquate pour minimiser les abus sociaux et environnementaux, une économie de marché saine exige aussi un contrôle de l'Etat pour transférer continuellement une partie du capital des gagnants aux perdants, afin d'éviter l'accumulation des richesses entre les mains d'une minorité et la création de dynasties familiales au détriment de la démocratie, de la justice, et de la stabilité sociale - ce qui est, bien sûr, totalement contraire à la logique égoïste du capitalisme corporatif.

### **Une économie décentralisée**

Ce contrôle de l'Etat pose un autre problème. A mesure que le gouvernement augmente son pouvoir, il est presque inévitablement de moins en moins facile de le contrôler, et de plus en plus enclin à la corruption. Paul Hawken (environnementaliste américain) a fort justement observé que les grandes concentrations économiques obligent les gouvernements à contenir leurs excès et réparer les dommages qu'elles causent. Ainsi, les gouvernements démocratiques doivent devenir plus puissants que les intérêts économiques privés. Donc, plus les concentrations économiques seront réduites, moins le gouvernement central sera obligé d'être puissant pour maintenir l'équilibre et l'intégrité essentiels à la société.

De même, le gouvernement sera moins obligé d'intervenir si nous réussissons à éliminer les institutions sociopathes, à faire que les unités économiques ne dépassent pas le cadre des

communautés, et à accréditer l'idée que l'économie de rapaces, actuellement considérée comme la juste expression de la nature humaine, est en fait aussi aberrante qu'immorale.

La responsabilité citoyenne pourra alors devenir la marque des entreprises. Il y aura certes toujours besoin de règlements et de contrôle gouvernemental pour s'occuper des individus et institutions sociopathes qui cherchent à s'enrichir au détriment des autres - et dont le nombre, espérons-le, ira en diminuant.

En fractionnant le pouvoir économique et en le répartissant dans les communautés, il s'éloignera des marchés financiers inaccessibles, des sociétés multinationales, et des gouvernements centraux. Il permettra de transférer les bénéfices des prédateurs aux producteurs, de renforcer les communautés, d'encourager les responsabilités individuelles, et de permettre une plus grande expression des choix et de la créativité de l'homme.

### **Le choix essentiel**

L'espèce humaine a atteint un moment crucial de son histoire et se trouve devant une alternative : ou bien continuer sur la voie de l'autodestruction collective ou bien rassembler ses forces pour opérer un

spectaculaire changement de cap vers une ère nouvelle. Certes, les obstacles à ce que nous autres humains devons absolument réaliser sont impressionnants. Raisonnablement, cette transformation indispensable est politiquement impossible.

Elle est pourtant essentielle à la survie et à la prospérité des hommes, ce qui implique que nous nous attelions à la tâche suivante : trouver les moyens de faire que l'impossible devienne l'inévitable.

Article paru dans *YES ! Magazine*, PO Box 10818, Bainbridge Island, WA 98110, USA. Abonnement : 800-937-4451.

Web : [www.yesmagazine.org](http://www.yesmagazine.org)

**Auteur** : David Korten, cofondateur de Yes! Media, président du Forum des économies vivantes, membre du Club de Rome, et auteur d'ouvrages majeurs, notamment *Quand les multinationales gouvernent le monde* (Ed. Yves Michel) et *Change the story, change the future : A living economy for a living Earth* (non traduit).

**Thématiques** : [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()